



**Déclaration préalable de la FSU  
CSA académique du 19 décembre**

**Un projet rétrograde pour l'école**

Le Gouvernement avance dans son projet de casse du système social et solidaire, qui est pourtant un principe fondateur de notre République. Il continue de normaliser l'extrême droite en se faisant, avec la loi Immigration, le porteur de son projet stigmatisant pour une partie de la population qui a fait et fait la richesse de notre pays. Cette vision réactionnaire fantasmant une France du passé s'incarne pleinement dans le projet du Gouvernement pour l'Éducation Nationale.

Après les attaques menées contre le premier degré, les réformes du lycée et de la voie professionnelle, la mise en place de Parcoursup, le ministre, dans la droite ligne du projet du président, vise le parachèvement d'une école du tri social. Par cela il marque la fin de l'école pour tous et d'un Service Public D'éducation démocratisant et émancipateur. La FSU combattra cette vision d'une école stigmatisante et clivante et continuera de lutter pour une école pour tous et émancipatrice.

Gabriel Attal a choisi le jour de la publication des résultats de PISA pour rendre publique une série d'annonces prétendant aboutir à un « choc des savoirs ». Pour l'y aider, il a diligenté une mission « Exigence des savoirs » pour auditionner la communauté éducative et orienter ses annonces. Pour autant, impossible de ne pas voir que les mesures étaient déjà écrites à l'avance et que la parole des personnels et de leurs représentant·es n'a aucunement été prise en compte. Tournant aussi le dos à la recherche en éducation, le ministre recycle les « bonnes vieilles méthodes » comme les groupes de niveaux ou le redoublement pour réformer l'école. Cette politique n'a pour objectif que de flatter l'opinion publique et ceux qui défendent une vision rétrograde de l'école. Ce projet tous azimuts, prétendant en appeler au bon sens et lever des tabous imaginaires comme celui du redoublement apparaît dans toute sa brutalité.

Guidé par la nostalgie d'un âge d'or d'une école méritocratique qui n'a jamais existé, il remet en cause l'objectif d'un collège unique, garant de l'émancipation et de la réussite de tous les élèves. L'instauration de groupes de niveaux, dès la rentrée 2024, selon des modalités inconnues, ne peut que renforcer les inégalités et les assignations sociales. Il s'agit bien d'une mesure populiste dont de nombreux travaux de recherche ont démontré les effets négatifs. Un rapport de France Stratégie paru en septembre 2023 conclut que « même à niveau équivalent, les élèves n'auront pas le même parcours selon leur origine ». Le collège accélère ce processus, tant les pré-orientations scolaires y sont marquées socialement. La solution résiderait en partie dans une véritable politique volontariste de mixité sociale qui nécessite des moyens et des objectifs non dictés par l'agenda politique. Le Gouvernement, lui, choisit des mesures simplistes à l'emporte-pièce. Pourtant les économistes Yann Algan et Elise Huillery, membres du Conseil Scientifique de l'Éducation Nationale, ont mis en garde la mission « exigences des savoirs » sur les effets néfastes des classe de niveau, aussi bien pour les résultats scolaires que pour l'estime de soi des élèves. De même, les chercheur·euses, s'appuyant

sur des études scientifiques, en France comme à l'international, ont conclu que le redoublement n'a pas d'effet positif à long terme sur les performances scolaires des élèves, il a même le plus souvent des effets délétères.

Pour accompagner le redoublement, des stages de réussite sont annoncés, stages qui existent depuis 2008, sans avoir aucunement fait la preuve de leur efficacité. Pour le Gouvernement, la prise en compte de la singularité des élèves et de leurs besoins passe par une individualisation des organisations pédagogiques et des parcours scolaires. C'est nier la dimension sociale des apprentissages et leurs dynamiques collectives, en faisant porter toute la responsabilité de l'échec ou de la réussite sur l'individu. C'est aussi une façon de justifier la transformation des apprentissages en protocoles à appliquer, dépossédant les enseignant-es de leur pouvoir d'analyse et d'action.

Dans la vision passéiste de l'école défendue par le ministre, les élèves des classes défavorisées seront donc relégués et voués au minimum culturel, réduit aux savoirs fondamentaux. Adossé à la mise en place de « prépas lycée » pour les élèves ayant échoué au DNB, n'est-ce pas le retour à la division entre collège d'enseignement secondaire et collège d'enseignement général ? Au bout cette logique, que dire enfin de la volonté d'obliger les élèves d'Éducation prioritaire à rester dans leur établissement de 8h à 18h, selon des préjugés dignes des "classes dangereuses" du XIXe siècle ?

Pour les élèves, cette politique du tri social s'aggrave encore un peu plus au lycée. Les statistiques fournies par la DAPEP confirment, encore une fois, le poids des origines sociales dans le choix des spécialités en lycée général. Si les élèves de catégories sociales très favorisées sont surreprésentés en mathématiques et sciences physiques, ceux des classes défavorisées le sont en langues et humanités. Nous sommes loin du choix des possibles, tant vanté par les promoteurs de la réforme du lycée. Une épreuve de culture scientifique, aux contours flous, n'est qu'une mesure cosmétique face au fiasco de la réforme Blanquer.

Enfin, Parcoursup parachève le bilan d'une politique élitiste et déterministe. Alors que P. Mathiot ne cesse d'affirmer, au mépris du constat des enseignants de lycée, que la réforme permet aux élèves de choisir leurs spécialités en fonction de leurs goûts, les nouveautés sur la plateforme démontrent le contraire. Sylvie Retailleau annonce que les élèves de seconde pourront s'inscrire afin « d'être en mesure d'examiner les critères de sélection qui les aideront aussi à choisir leurs spécialités. » Des élèves de 16 ans sont sommés de se positionner, dans une logique de tri, de classement et de concurrence, profondément injuste. On passera par ailleurs sur le poids grandissant des formations privées aux frais de scolarité inaccessibles pour les plus modestes.

Ce système libéral s'appuie enfin sur l'évaluation permanente et la défiance vis-à-vis des professeurs. La volonté d'imposer des pratiques uniformes, des programmes injonctifs, réduit les enseignants à de simples exécutants. Au bout de cette logique, l'intelligence artificielle est même présentée comme un outil magique, capable de mieux pallier la difficulté scolaire que ces derniers ! Ce ne sont pas des projets réactionnaires qui répondront aux difficultés mais des moyens dignes de ce nom, des personnels en nombre suffisant et des classes moins chargées.

L'imposition de manuels "labellisés" en français et en mathématiques va désormais se substituer à la liberté pédagogique. Pourtant, une importante recherche de 2016, « Lire/écrire au CP », a montré que le choix du manuel avait moins d'importance dans les apprentissages des élèves que les savoir-faire des professeur.es des écoles.

Ces annonces et leurs conséquences sur le métier enseignant ne peuvent qu'aggraver les inégalités entre les élèves et s'apparentent à une volonté de tri social.

Le manque d'attractivité du métier conjugué au manque d'attractivité géographique croissant de notre académie entraîne pour les personnels des conditions de travail de plus en plus dégradées : le nombre de postes vacants dans l'académie, à chaque rentrée plus important, influe sur le travail au quotidien, aussi bien dans le premier que dans le second degré. Non seulement des postes ne sont toujours pas pourvus au mois de décembre, mais les remplacements ne sont également quasiment plus assurés. Des moyens sont nécessaires pour transformer l'école et combattre les inégalités. Le ministre multiplie les annonces rétrogrades, sur le port de l'uniforme par exemple, prenant appui sur le fantasme d'un âge d'or de l'Instruction publique, qui n'a existé que dans la lecture outrancière et rétrograde qu'en font les forces politiques nationalistes et identitaires. A rebours de cette politique, il faut prévenir et non punir la difficulté scolaire. Dans le premier degré, cela nécessite de reconstituer les RASED de former des enseignant·es spécialisé·es, de créer des postes d'enseignant·es surnuméraires, d'alléger encore les effectifs par classe sur tout le territoire et dans toutes les classes, en donnant de réels moyens pour faire fonctionner l'inclusion scolaire. Et ce n'est pas en supprimant 1709 postes dans le premier degré à la rentrée 2024 que nous y parviendrons.

Les derniers arbitrages concernant la réforme de la voie professionnelle vont eux aussi dans ce sens. Le projet de modification de la classe de terminale bac pro est emblématique des arbitrages actuels, il va dégrader la qualité des enseignements et les conditions de travail des professeur·es en lycées professionnels ! Le Ministre martèle dans les médias qu'il faut « élever le niveau » mais en Lycée pro son véritable projet : c'est moins d'école, moins d'enseignant·es, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management ! Cette réforme est à rebours des enjeux éducatifs qu'il clame. L'impréparation sur cette réforme, la parodie de dialogue social menée, la précipitation avec laquelle le Ministère persiste à vouloir soumettre les textes au vote, malgré une vive contestation de toutes les OS lors de la CSL, sont autant de points qui devraient alerter quiconque porte une réelle ambition pour l'École et la formation professionnelle initiale scolaire. La FSU a demandé solennellement de renoncer à présenter le texte sur les grilles horaires au CSE du 14 décembre et d'abroger l'ensemble des mesures de la réforme des lycées pros engagées. La FSU dans la continuité du 12 décembre appelle à poursuivre et amplifier les mobilisations pour la défense de la voie pro.

### **Lutte contre le harcèlement**

Il est également urgent de redonner du sens aux actions engagées par l'école : lutter contre le harcèlement ? Oui. En envoyant des outils sans concertation et sans formation quelques jours avant une journée dédiée ? Non. En imposant des formations non concertées, hors du temps de service ? Non. S'engager dans la préparation des JO et promouvoir le sport ? Oui. En recevant des injonctions dans des délais courts et sans prise en compte des réalités du terrain ? Non. L'école a besoin de temps et de calme. Il ne suffit pas de faire des annonces dans les médias pour que les problématiques qu'on lui met sur le dos soient réglées. La communauté éducative a besoin de sortir de l'affichage et de la communication politicienne pour retrouver du sens, du temps, de la solidité. Les changements de cap et les annonces qui évitent les sujets primordiaux créent une confusion permanente et de l'épuisement.

### **Ecole inclusive**

Pour les personnels comme pour les enfants en situation de handicap et leurs familles, la situation actuelle n'est plus tenable, l'école ne parvient plus à accueillir comme il se doit les élèves qui lui sont confiés, c'est inacceptable. Il y a urgence à donner les moyens pour

que l'école inclusive fonctionne. Allègement des effectifs, moyens humains supplémentaires, abandon des PIAL, reconstitution des réseaux d'aides, places en établissements spécialisés, véritable statut pour les AESH, formation, accompagnement des équipes ... rien de cela n'est mis en place, ce qui laisse les personnels démunis, souvent en situation de souffrance professionnelle comme le montrent les nombreuses remontées via le registre santé et sécurité au travail.

Pire, depuis la rentrée 2023, la mise en œuvre de l'Acte 2 de l'école inclusive avec notamment, la mise en place du statut d'emploi des ARE et la transformation des PIAL en pôle d'appui à la scolarité ne vont faire qu'aggraver la situation. Les dernières réunions avec le ministère sur cette question n'auront pas rassuré la FSU qui se montre très critique vis-à-vis de nombre de mesures.

### **Salaires**

Sur **les salaires**, l'État en reste à des mesurette méprisantes ~~qui ne répondent pas~~ à qui ne compensent ni le déclassement salarial subi par l'ensemble de nos professions depuis des décennies, ni l'inflation qui touche l'ensemble de la société. La promesse faite par le candidat Macron d'une augmentation des salaires de 10% pour toutes et tous est enterrée. Le ministère de la fonction publique s'est contenté d'une hausse incontestablement insuffisante du point en juillet, et de l'ajout de quelques points d'indice en janvier 2024. Dans l'Education, le ministère répond en augmentant de manière dégressive, la prime dite d'attractivité, ce qui a surtout pour effet de tasser au bout de quelques années la progression salariale. Loin de permettre une amélioration pour les fins de carrière, la suppression du barème pour l'accès à la classe exceptionnelle, permet que se mette en place un système de promotion à la tête du client, qui va à l'encontre de nos mandats. Prétendant par ailleurs compenser l'absence de revalorisation, le Ministère invente le dispositif du Pacte, une nouvelle modalité de rémunération de missions supplémentaires. A l'évidence, le pacte est un échec, le remplacement courte durée ayant été massivement rejeté par nos collègues. Le pacte apparaît donc maintenant pour ce qu'il est vraiment : la possibilité d'une négociation de gré à gré avec la hiérarchie et d'une individualisation de la rémunération, comme des missions. Autrement dit, une forme de contrat, une grave attaque contre nos statuts ! La FSU exige la suppression du Pacte et le reversement des sommes qui y sont consacrées à tou·tes les collègues, sans aucune condition. Elle exige un plan pluriannuel de revalorisation de nos salaires, permettant de lutter contre l'appauvrissement de la profession et permettant d'améliorer le recrutement.

La FSU continuera de mener le combat pour une école émancipatrice pour toutes et tous, fondée sur le respect de ses personnels.